

Autour de Latour

Séminaire Fopes (06 juin 2020)

Ce texte a été rédigé en vue d'une intervention dans un séminaire organisé par et pour des étudiant.es de Master2 à la Fopes ¹(UCLouvain) en juin 2020. Ce texte ci-dessous a été remanié de manière à ce que sa lecture se suffise à elle-même, indépendamment de l'exposé oral qui en a été fait alors.

Merci de citer la source : <https://gerardpirotton.be/atterrir>

« Nous ne savons pas ce qui nous arrive, mais c'est là précisément ce qui nous arrive »
José Ortega Y Gasset

Accroche : les 4 questions de Latour

Le travail dans lequel vous allez être invité.es à vous impliquer est structuré autour de ces quatre questions, apparemment toutes simples. Elles ont été proposées par Bruno Latour, en 2017.

- ***A quoi tenons-nous ?***
- ***De quoi cela dépend-il ?***
- ***Qu'est-ce qui les menace ?***
- ***Comment nous organiser pour les préserver, les cultiver ? – Avec quels alliés, contre quels adversaires ?***

L'auteur

Bruno Latour est un philosophe français atypique, influent, de renommée internationale. Il a travaillé sur des objets d'études très variés, privilégiant une approche ethnographique et empirique à une approche spéculative est plus commune dans cette discipline.

Pour une présentation de l'ensemble de son œuvre, on pourra se référer à un récent ouvrage qui ambitionne d'en faire l'exposé :

de VRIES Gérard (2018), Bruno Latour, Une introduction. La découverte (2016, pour l'édition originale en anglais)

¹ <https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes>

Écrit dans un style étonnant pour un ouvrage de sciences humaines (allégorique, imagé, répétitif, digressif...), ce livre répond à la promesse de son titre : « *Comment s'orienter en politique ?* ». Il propose comme cadre de pensée l'existence de quatre attracteurs :

1. Le « *local* », teinté de nostalgie (le retour au local...) mais aussi de menace démocratique (populisme, nationalisme...)
2. Le « *global* », venté par les chantres de la mondialisation, mais aussi valorisé par les internationalistes.

Cette dichotomie est très généralement formulée, avec des variantes, comme en écho à l'opposition gauche-droite, pour poser les termes de la fracture principale qu'affronte l'humanité aujourd'hui. Cependant, Bruno Latour en présente deux autres.

3. Le « *hors-sol* ». Il décrit par là une position niant l'existence de quelque limite que ce soit, ou, quasi à l'inverse, une position qui consiste à dire que le mode de vie des ultra-riches nécessite de négliger voire de se défaire des « surnuméraires » qui encombrant la planète (on se souviendra de cette phrase prêtée à Warren Buffett : « *La lutte des classes existe et ce sont les riches qui sont en train de la gagner* »).

A cet « attracteur » trumpiste, il propose d'opposer un quatrième :

4. Le « *terrestre* », un attracteur qui se formulerait ainsi : les êtres humains se doivent de négocier d'urgence avec les autres terrestres. Condensons cela en une formule : « *Nous, les terrestres* », affirme-t-il...

A la fin de ce relativement court l'ouvrage, (une bonne centaine de pages), il en appelle à une réflexion générale pour « *reterritorialiser* » les politiques et propose une méthode pour y arriver, qu'il nomme « *Auto-description des terrains de vie* ». C'est cet effort d'élucidation et de construction de revendications collectives qui est structuré autour des quatre questions cités plus haut (avec des variantes dans leurs formulations :

- A quoi tenons-nous ? (quels sont nos attachements, à ne pas confondre avec nos « identités » ou nos appartenances de niche)
- De quoi cela dépend-il ?
- Qu'est-ce qui les menace ?
- Avec qui faire alliance et comment s'organiser ?

Voici donc résumé, au risque de la simplification excessive, ce remarquable livre/manifeste, qu'il s'agit de lire et relire.

Tentons maintenant de bien prendre la mesure d'une série de choses cruciales qu'il aborde.

Identifions ici quelques enjeux de première grandeur que Latour soulève dans les analyses et les propositions qu'il fait.

Quelle légitimité et quel rapport des forces ?

Décriés depuis les années'80 et confrontés aujourd'hui à une pandémie mondiale, les pouvoirs publics ont été sollicités pour prendre des mesures radicales, légitimées par des scientifiques, (virologues, épidémiologistes...) au nom des menaces largement perçues pour la santé. D'où cette question : quelles instances auront la légitimité pour prendre les mesures autrement plus radicales (exemples : énergies fossiles, transports en avion et individuels...) qu'exigent notamment le dérèglement climatique et la perte de biodiversité ? Et de quels soutiens ces instances pourront-elles disposer pour être capables de s'imposer face aux acteurs qui tirent profit de la situation actuelle et qui disposent de solides moyens pour faire valoir leurs intérêts ?

Quels acteurs ?

Quels acteurs, historiques et émergents, peuvent s'allier pour constituer une force d'opposition et de proposition suffisante pour empêcher le retour à l'avant Covid (la fameuse « *relance* ») et installer au contraire des avancées décisives vers la « *transition* » ? Nous sommes ici face à une question socio-politique et de non de

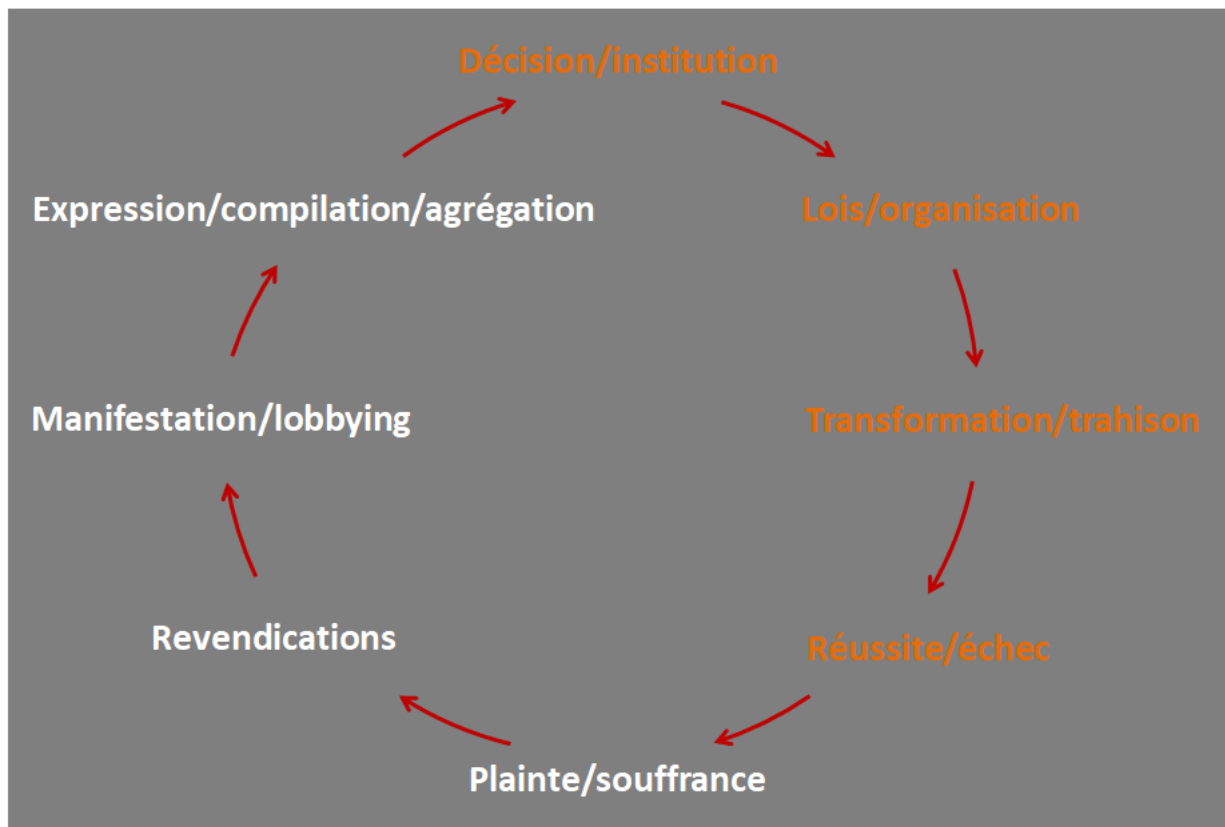
changements de comportements individuels.

Existe-t-il encore des habitant.es politiques pratiquant ?

Sommes-nous des politiques pratiquant ? Après avoir défini ce qu'il entend par « penser politiquement », Latour pose cette question effrayante : « *Au-delà de nos opinions et de notre plaisir à les exprimer, au bar, à table ou sur les réseaux dits sociaux, sommes-nous capables de penser politiquement ?* » Nos pays sont aujourd'hui massivement a-politiques, dans les sens où il entend le terme et il souligne dès lors l'urgence de reconstituer une capacité individuelle et collective à penser politiquement, à pratiquer la politique, à l'heure même où l'humanité se trouve face à des enjeux radicalement inédits. Insistons-y : ces enjeux demanderaient, pour les affronter, de pouvoir s'appuyer sur cette « compétence » politique qui devrait être partagée, aussi largement que possible.

Penser « politiquement », c'est se comporter en ayant comme toile de fond un « cercle politique ». Cela implique d'avoir conscience des différentes médiations par lesquelles il est nécessaire de passer pour aller de l'indignation à la transformation du réel.

Examinons ce cercle.



Partons, à la mode de Majo Hansotte², d'un sentiment d'injustice. Penser et agir politiquement consistera à rechercher si d'autres vivent les mêmes choses, pour comprendre avec elles la situation, dépasser la seule expression d'une plainte et pour dégager ensemble des revendications. Les faire valoir par des moyens adaptés va nécessairement conduire à la rencontre d'autres acteurs ayant des revendications proches et avec qui faire des alliances et pouvoir renforcer ainsi une pression sur les autorités à même de changer le cours des choses. Ces revendications étant entendues, elles doivent donner lieu à des décisions. Ces décisions doivent ensuite se traduire en législations, en moyens concrets d'organisation et produire peu à peu des effets de transformation. L'observation de ces effets mènera sans aucun doute à relever des changements correspondant

aux attentes initiales mais d'autres au contraire s'en écartant et pouvant conduire à un sentiment de trahison. L'évaluation de l'ensemble peut donc être perçue comme une réussite ou au contraire se solder par un constat d'échec et générer dès lors une nouvelle plainte, point de départ d'un nouveau cercle.

Penser et agir politiquement, c'est avoir conscience de l'existence d'un tel cercle et veiller à passer au moins, au point suivant le long de ce circuit. Avoir des opinions politiques et les exprimer est donc bien loin d'être synonyme de « penser et agir politiquement ».

² HANSOTTE Majo, (2005), *Intelligences citoyennes, Comment se prend et s'invente la parole collective*, De Boeck-Supérieur

Comprendre ce qui nous arrive

Premier accent. Les évolutions des deux siècles derniers, et singulièrement le type de ressources énergétiques utilisées pour produire et faire circuler les marchandises, ont conduit à un écart de plus en plus impraticable entre le monde où nous vivons, celui où nous exerçons notre liberté³ et le monde matériel dont nous dépendons. Pour le dire en d'autres mots : le gap est de plus en plus insoutenable entre le monde « *où l'on vit* » et le monde « *dont on vit* ». Atterrir revêt dès lors une importance « vitale » !

Deuxième accent. Avec des formes diverses d'encadrement par les pouvoirs publics, les acteurs et les institutions qui prévalent en Occident sont issus des luttes sociales et politiques de près de deux siècles, forgées autour d'un enjeu : la répartition des richesses produites par l'industrialisation. Or, cette dernière suppose une exploitation des ressources naturelles, considérées comme illimitées. Pour parler plus clair : au terme de ce processus historique, le financement des politiques de répartition des richesses, dans un souci de justice sociale, dépend d'une exploitation des ressources naturelles qui n'est tout bonnement plus possible. Pour reprendre le vocabulaire de Bruno Latour : ce mode d'organisation de la production et de la répartition des richesses est « *hors-Sol* » ! L'enjeu à affronter, autant politique que vital, est alors la rencontre d'une double exigence : celle de la justice sociale ET celle de la révision radicale des modes de production des richesses, pour intégrer les

³ On notera l'ironie de la situation quand ce que l'on nomme « liberté » se confond avec la possibilité de consommer sans entraves...

indépassables limites que nous impose notre condition de terrestre.

Le défi politique qui se présente est alors celui-ci : quels sont alors les acteurs qui feront leur cet enjeu, qui auront le courage de construire les alliances nécessaires, la créativité et la lucidité de bâtir les formes de régulation qui permettront cela ?

Reterritorialiser la politique

Dans un contexte de globalisation, les pouvoirs publics et les « logiciens » auxquels ils ont recours sont eux aussi « hors-sol ». Pour Latour, ce qui est habituellement décrit politiquement comme une « crise de la représentation », est selon lui bien davantage une crise des territoires, en raison de l'ignorance des termes dans lesquels « les gens » perçoivent les menaces pesant sur leurs conditions d'existence/subsistance et ce qu'ils font, autant que ce qu'il faudrait faire pour y faire face. Dans ce contexte de crise écologique, soit de menace pesant sur la possibilité même d'une vie sur terre, il est impératif de redocumenter les politiques, en s'appuyant sur une description des territoires, tels que vécus par celles et ceux qui y habitent, en incluant, dans ces descriptions, les non-humains tout aussi terrestres que nous.

Alors que les frontières des Etats nationaux ne sont plus guère pertinentes en regard des enjeux écologiques, il convient d'inventorier les problèmes et les propositions de solutions, selon les termes où chaque terrain de vie les pose, de manière spécifique, à l'échelle par exemple d'une rivière, d'une épidémie, de pratiques agricoles, d'usage des antibiotiques, d'une ville à décarboner... Ainsi, de proche en proche, on peut alors reconstituer un paysage territorial repolitisé, fondement d'une politique reterritorialisée.

On ne manquera pas également de faire des parallèles avec le mouvement des « *Villes en Transition* », ⁴ qui suppose lui aussi des démarches participatives et concrètes, s'appuyant sur la connaissance de leur « territoire » par les habitant.es et les usager.es d'une ville, en centrant les échanges sur une question aussi pragmatique que : « *Comment pouvons faire en sorte que, dans 10 ans, notre ville ne soit plus dépendante du pétrole ?* »

Concret – vers nouveaux fronts de lutte

Latour insiste beaucoup sur le caractère « concret » des descriptions auxquelles il s'agit de procéder. Pratiquement, cela permet aussi de se tenir à distance des discussions prétendument politiques, qui consistent si souvent en un simple affichage de valeurs et de considérations politiques de la part des protagonistes.

Mais il y a plus : derrière l'apparente simplicité de cet accent sur le concret se cache un enjeu majeur : éviter de « plaquer », sur ces réalités décrites, des cadres de pensée, des évidences, des catégories politiques, des organisations, des formes de lutte... que l'on pourrait qualifier d'« historiques », dans la mesure où elles tiennent pour une évidence le droit non interrogé à la « prédation » des ressources, un droit inapte à rencontrer les nécessités de survie d'aujourd'hui et de demain.

Le caractère concret de ces descriptions permet alors de faire émerger peu à peu, dans leur compilation puis la superposition des réponses, un « paysage » composé de lignes de conflits, d'alliances, de controverses et d'oppositions situées, non pas « hors-sol », mais au contraire profondément enraciné en lui.

⁴ HOPKINS Rob, « *Manuel de transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale* », Ed. Ecosociété, Montréal, 2010.

Considérations pratiques

Vous allez très bientôt passer à une phase de travail en sous-groupes virtuels. Prendre au sérieux de telles propositions et les opérationnaliser demanderait des heures de travail avec les collectivités « locales », en équilibrant les attentions entre les contenus générés et les méthodes participatives, valorisant les intelligences collectives.

Considérez donc ce que vous allez faire comme un « apéritif », qui va prendre la forme d'un travail réalistement délimité, tant par sa thématique que par la position qu'il vous sera proposé d'adopter.

Vigilances : le concret et les liens

Parmi les avantages et corrélativement les difficultés d'un tel questionnement, on soulignera aussi, outre la nécessité du concret de la description, cette invitation à articuler chacune des propositions, qui seraient finalement conçues, avec l'examen de leur faisabilité. Cet examen peut recouvrir deux visages :

- ❖ Prendre en compte les personnes qui auront à modifier leurs pratiques, à se réorienter, se reconverter... Idem, concernant des secteurs d'activités entiers ;
- ❖ Identifier les articulations entre une proposition déterminée et des propositions connexes. On cherche ici des effets amplificateurs de la mise œuvre de plusieurs propositions⁵, dont les effets pourraient s'amplifier et se renforcer mutuellement. Inver-

⁵ Cela invite à un parallèle avec un récent et ambitieux ouvrage, rédigé dans la foulée (méthodologique) du fondateur « *Limits to the Growth* » commandité par le Club de Rome. HAWKEN (dir) *DRAWDOWN. Comment inverser le cours du réchauffement planétaire*, Actes Sud, nature, 2018.

sement, il convient tout autant prendre en compte les possibles effets inhibiteurs d'une proposition à l'égard d'une autre.

Vigilances : individu et société

Au moment de terminer, je voudrais insister sur une vigilance de première grandeur : se tenir à distance d'une centration sur leur seul niveau individuel. Vos trois ans d'études à la Fopes vous ont outillé.es contre cette tendance contemporaine qui consiste à rabattre la compréhension des faits sociaux sur le seul niveau des individus impliqués.

Un questionnement philosophique sur la citoyenneté dissimule bien souvent un tel implicite, qu'il importe alors d'explicitier le plus lucidement possible. Il s'agit de la manière d'aborder la question structurante des rapports individu/société.

Soit faute de vigilance suffisante, soit par conviction plus ou moins distraite, nous faisons nôtre la fiction selon laquelle chaque individu singulier serait le siège d'une réflexion autonome, à même de guider ses actes. Pourtant, les apports des sciences sociales montrent assez que les croyances d'une personne et les actes qui les accompagnent dépendent très largement de ses conditions d'existence ou de ses groupes d'appartenance, par exemple. Plus : la capacité à se considérer comme une personne individuelle contemporaine est le résultat d'une longue évolution que l'on peut décrire sur plusieurs siècles ! Il s'agit dès lors de percevoir ce paradoxe : au moment même où nous revendiquons notre droit individuel à être considéré comme une personne singulière et non un exemplaire anonyme d'une catégorie générale, nous actualisons très exactement, non seulement le résultat d'une

transformation substantielle des sociétés, mais nous faisons aussi très exactement ce que cet état du social attend de nous !⁶

Dans une perspective résolument politique, on soulignera que cet accent sur l'individu autonome et rationnel, guidant la construction de ses jugements et de ses comportements politiques sur une maximisation de ses intérêts correspond à la fiction anthropologique du courant économique majoritaire de la théorie des jeux. Mais il correspond aussi à un projet politique, que l'on qualifiera, par commodité, d'ultra-libéral. On se souviendra de cette phrase de Margaret Thatcher, alors Première Ministre de Grande Bretagne : « *There is no such thing as society* », ce que l'on pourrait traduire par : « *Une société, ça n'existe pas, il n'y a que des individus* ».

⁶ Des bibliothèques entières ont été écrites sur ces sujets. On citera, à titre d'exemple :

- ELIAS, Norbert, « *La société des individus* » Fayard, 1991. (Un premier texte date de 1939, une deuxième de 1950 et le troisième, de 1987).
- De COOREBYTER Vincent, « *Deux figures de l'individualisme* », Académie Royale de Belgique, 2015.
- TAYLOR Charles, « *Les sources du moi. La formation de l'identité moderne* », Seuil, Paris, 1998
- HONNETH Axel, « *La lutte pour la reconnaissance* » Cerf, 2000.
- Par ailleurs, Motivé par l'actualité des pratiques d'éducation permanente, et m'insérant dans l'épistémologie de la complexité (Morin, Bateson...) j'ai rédigé en 2017 ce livret :
PIROTTON, Gérard, « *Distinguer sans séparer, relier sans confondre, Penser et agir collectivement dans une société des individus* », C.D.G.A.I./méthodologie, 2017
- Téléchargeable sur le site du CDGAI, à l'adresse : <https://d39dc4bc-5d99-4d53-bad9-1955e084a190.filesusr.com/ugd/08846d90d9887a9f774eb3891105eaa3a3070f.pdf>

Ce projet politique, c'est la volonté de concevoir toute interaction sociale sur le modèle idéal du marché. C'est aussi le refus des médiations, des corps intermédiaires, des appartenances multiples. C'est donc un projet réductionniste, qui résume chaque personne à sa qualité de citoyen.ne, de consommateur/trice. C'est aussi par exemple le refus de voir, dans les relations de travail, une relation collective entre groupes sociaux organisés et juridiquement régulés, pour tout rabattre sur le niveau de la relation individuelle entre un employeur et un.e salarié.e. Poussons cette logique jusqu'au bout : ce projet politique, c'est celui de la dissolution de tous les cadres intermédiaires qui s'interposaient entre chaque personne singulière et le grand tout. C'est donc un projet résolument populiste.

C'est maintenant à vous, pour un travail structuré autour de ces quatre questions proposées par Bruno Latour et que je rappelle, espérant que les réflexions précédentes auront permis d'en saisir l'importance, au-delà de l'apparente simplicité de leur formulation.

- ***A quoi tenons-nous ?***
- ***De quoi cela dépend-il ?***
- ***Qu'est-ce qui les menace ?***
- ***Comment nous organiser pour les préserver, les cultiver ? – Avec quels alliés, contre quels adversaires ?***

Merci de votre bonne attention.
Gérard Pirotton